« BIEN DIRE ET BIEN APRANDRE »

(Erec, 12)

Bulletin du Centre d'Etudes Médiévales
et Dialectales de l'Université Lille III
n°1, mars 1978

TABLE DES MATIERES

A. Derville : La réduction des jachères au Moyen-Age dans la Flandre Wallonne p. 1

B. Delmaire : La fortune d'une bourgeoise de Béthune à la fin du XIIIe siècle p. 12

J. Trotin : La charte de Trith et Maing de 1330 p. 30

D. Poulet : Mots et expressions de La Couture p. 51

Quelques mots intéressants du parler d'Audruicq p. 56

G. Blangez : Proverbes dans le Ci-nous-dit p. 68

H. Roussel : Le thème de la folie dans le prologue du Jeu de la Feuillée p. 79

F. Suard : La réconciliation d'Erec et Enide p. 87

LA REDUCTION DES JACHERES AU MOYEN-AGE DANS LA FLANDRE WALLONNE

Du XIIIe au XIXe siècle la réduction ou la suppression des jachères (1) a été au coeur des progrès agricoles. Durant les trois ou quatre siècles précédents on avait ici défriché à peu près toutes les terres susceptibles de l'être, même les terres répulsives, même les terres marginales, la charrue ne s'arrêtant qu'aux lisières des îlots boisés, rares et d'autant précieux, ou sur les bords des bas-fonds spongieux qu'on ne soumettrait à la culture qu'après avoir organisé l'égoût des eaux, c'est-à-dire vers 1730-1740 (2). Il n'était donc plus possible d'assurer le progrès de la production agricole par l'extension des surfaces cultivées. Il ne l'était pas davantage par le progrès des rendements : pour autant qu'on puisse juger, le rendement du blé avait atteint dès la fin du XIIIe siècle le niveau de 1800, le niveau qu'on ne dépasserait au XIXe siècle que par l'emploi massif des engrais chimiques (3). Restait une voie de progrès : mettre en culture soit la courte jachère d'automne, celle qui sépare la moisson des blés de semailles des "mars", soit, mieux encore, la longue jachère d'un an, pièce essentielle de l'assolement triennal. D'un seul coup on augmenterait de 50 % la superficie des labours : sans aucun doute c'était là le progrès à accomplir.

A cette réduction des jachères les historiens des campagnes françaises assignent des débuts tardifs et une extension limitée (4). La région parisienne semble avoir ignoré la pratique (5) qu'on voit apparaître sporadiquement sur les plateaux picards ou en Flandre. De fait R. Fossier a trouvé en plein Amiénois (et sans doute ailleurs aussi), vers 1276-1280, des traces non équivoques d'une réorganisation des terroirs en quatre roies (6). On avait donc réduit la jachère d'un tiers à un quart des labours, ce qui constituait un accroissement d'un huitième des terres productives, accroissement d'autant plus intéressant si, comme il paraît probable, la troisième des quatre roies était consacrée aux légumineuses qui, comme on sait, ont le double avantage de fournir aux sols un reconstituant et un aliment aux êtres animés c'est-à-dire soit un fourrage pour les bestiaux, soit pour les hommes une nourriture riche en calories et en protéines.

Pour la Flandre on est tributaire de l'étude déjà ancienne d'A. Verhulst (7). Qu'il soit permis de résumer ici son article de

1956, bref mais particulièrement dense. Non sans courage (tant est fort l'esprit de clocher !), A. Verhulst s'est inscrit en faux contre les opinions reçues et prestigieuses qui accordaient à l'agriculteur flamand le mérite d'avoir réduit ou supprimé les jachères dès le XIIIe siècle. Il faut se rendre à sa critique et admettre avec lui que si la suppression de la jachère d'un an entre les mars et les froments est attestée par un texte de 1328 (8), une multitude de textes des XIVe et XVe siècles montrent l'assolement triennal avec jachère intact dans la Flandre de la fin du Moyen-Age. Tout au plus peut-on découvrir à cette époque quelques traces soit de cultures dérobées, soit de culture de la troisième sole. Mais il faut attendre le XVIe siècle, plus précisément les deux dernières décennies de ce siècle, pour voir une attaque générale et décisive des jachères. C'est entre 1580 et 1650 que la Flandre a supprimé ses jachères, au point de pouvoir fournir aux voyageurs, dès 1650, le spectacle stupéfiant d'une agriculture où la terre ne se reposait pas. A la même époque on commençait tout juste à "dessoler" dans certaines parcelles de la proche banlieue parisienne (9).

Les textes flamands semblent donc parler d'eux-mêmes. Mais il faut encore prêter l'oreille aux hypothèses d'A. Verhulst. D'abord, il a suggéré que la réduction des jachères devait dépendre des structures agraires : en pays d'openfield l'assolement triennal avec jachère devait résister mieux et plus longtemps ; en pays d'enclosures, c'est-à-dire d'individualisme agraire, les progrès ont pu, ont dû être plus précoces. Que vaut cette hypothèse ? Evidemment, l'individualisme agraire, pour reprendre la formule de M. Bloch, paraît indispensable à la moindre emprise sur les jachères... si du moins on admet que la jachère était une contrainte collective. Mais ce dernier point reste à établir : on n'a point de preuve d'une contrainte de sole avant le XIVe siècle (10) et des paysages qualifiés d'openfield, comme ceux de la Flandre Wallonne, ont bel et bien connu des plantations de haies aux XIVe et XVe siècles (11) et même en l'absence de clôtures on y restait maître de son assolement (12). Bref, la structure agraire n'est pas un donné immuable ni contraignant. D'autre part, A. Verhulst a suggéré que la conjoncture économique des XIVe et XVe siècles ne poussait pas au développement de la production agricole. C'est là ouvrir un débat théorique : l'innovation économique est-elle le fait des pério-

des de contraction ou des périodes d'expansion ? On pourrait peut-être répondre que les difficultés poussent à l'invention et que l'expansion voit la diffusion. Mais une fois réglé, si possible, ce débat théorique, il resterait à préciser la conjoncture des XIIIe-XVIe siècles. On oppose très souvent le XIIIe siècle, phase A, aux XIV et XVe, phase B, et ceux-ci au XVIe, phase A. Mais est-ce bien sûr ? On proposerait volontiers un schéma plus souple : expansion jusque vers 1275, stagnation de 1275 à 1375, dépression au-delà (13).

Autrement dit, c'est plutôt avant 1275 qu'il faudrait chercher les tentatives les plus hardies pour exploiter les immenses possibilités des terres en jachère, dans un climat d'expansion de la demande et des profits comparable à celui des débuts de l'époque moderne (1530-1630). Malheureusement les documents antérieurs à 1300 sont des plus rares.

Cette indigence documentaire donne un grand prix au moindre texte. Or il semble que personne n'ait relevé le contrat de 1258 par lequel l'abbé de Saint-Pierre de Gand bailla à cense pour six ans à Jakemon Floket, bourgeois de Lille, sa cour d'Ennetières-en-Weppes.

On n'éditera pas ici ce texte, parce qu'il est fort long et fort complexe et, surtout, parce qu'il a été publié jadis par A. Van Lokeren (14), quoique d'une façon assez peu satisfaisante. Le passage essentiel, le voici : "Et si puet Jakemes devant dis restoisser cascun an VII bonnier de vesce s'il veut" (15). L'édition est manifestement incorrecte, ce qui explique sans doute que ce texte précieux entre tous ait échappé à l'attention des historiens : restoissier doit certainement se lire refroissier parce que restoissier est un mot inconnu et parce que, paléographiquement, la confusion est aisée entre la ligature fr et st. Jean Floket pouvait donc "refroissier" chaque année 7 bonniers. Or en 1281 "les tierres de le court d'Anetieres" comprenaient de 51 à 53 bonniers, en trois soles de 16 à 18 bonniers, dont 41 bonniers 7 cents en domaine et le reste accensé à quatre censitaires (16), soit environ 75 hectares (17). En 1258 les terres accensées à Jakemon Floket devaient donc faire entre 41 et 53 bonniers, soit de 14 à 18 bonniers "a le roie". En autorisant le preneur à refroissier 7 bonniers, c'était donc la moitié ou le tiers de la jachère qu'on l'autorisait à mettre en culture, en culture de "veches", c'est-à-dire de légumineuses.

On notera avec un certain intérêt que le document concerne Ennetières-en-Weppes, à 10 km à l'ouest de Lille, sur une riche plateforme limoneuse propice aux céréales, et assez loin de la grande ville pour qu'il soit exclu de chercher ici une agriculture suburbaine valorisée par la proximité des grosses agglomérations (18) à quoi on a souvent tendance à rapporter les premières traces d'une intensification de l'agriculture. De même il vaut la peine de relever le nom de l'entrepreneur : Jakemon Floket était bourgeois de Lille ; on n'a pu jusqu'à présent le situer (19) mais le document de 1258 nous assure qu'il ne manquait pas d'envergure, qu'il était capable d'engager des fonds et de courir des risques et de mobiliser, comme plèges, quelques-uns des plus opulents bourgeois de Lille, sans doute ses parents, Alars Vreté père et fils, Jakemes Vreté, Jean d'Orchies, Allard de Baufremés etc... Enfin il est clair que la permission de "refroissier" la moitié ou le tiers de la jachère était une limitation apportée par le propriétaire aux désirs de l'exploitant.

Mais une hirondelle ne fait pas le printemps. Peut-on ajouter d'autres exemples à celui de Jakemon Floket ? Peut-être les enquêtes en cours amèneront-elles au jour d'autres contrats de ce genre. Pour l'instant il faut se rabattre sur les textes qui ont été colligés aux siècles passés par les auteurs de dictionnaires. Du Cange, Sub verbo REFRANGERE, a donné une définition inexacte : "dicitur de agro qui alio quam solebat modo colitur" et, comme exemple, un texte de 1358 comportant la clause classique : "labourer bien et loyalement... sans desroier ne refroissier". Godefroid, sub verbis REFROISSICH et REFROISSIER, reprend la définition de Du Cange : changer la culture, ce qui convient à desroier. Il n'y a cependant aucun doute sur le sens de refroissier : comme le dit bien Littré, une terre refroissiée est une terre mise en culture alors qu'elle aurait dû rester en jachère. Peu importe du reste cette inexactitude, car l'apport de Godefroid est précieux : il cite neuf textes, et un dizième sub verbo RENGUILLIER, dont sept extraits du fonds, aujourd'hui détruit, des chirographes tournaisiens. La plupart (1278, 1295, 1332, 1351 et 1467) répètent l'interdiction de desroier et de refroissier. Quelques-uns vont plus loin. Dans un chirographe de 1286 le bailleur, un certain Jehan Floket (un parent de Jakemon ?) se réserve le droit d'autoriser le preneur à refroissier. Dans un autre de 1339 on décrit l'état des terres baillées

à cense : "les blés seures (ou semés ?), les gheskières renghelliés (c'est-à-dire labourées) et les mars renghelliés", mais on mentionne aussi "iii bonniers de tiere ahanés en quarte roie et i bonnier de tiere reffroissich en ii roies" ; il s'agit sans doute, mais le texte n'est pas très clair, de trois bonniers soumis à l'assolement quadriennal et de deux bonniers (un dans chaque roie) mis en culture continue. Voilà donc une moisson relativement abondante à ajouter à l'unique texte flamand, le texte de 1328 jadis exhumé par Pirenne.

Les trois baux autorisant le preneur à refroissier une partie des terres de la cense concernent donc la région de Lille et de Tournai, c'est-à-dire des terroirs limoneux riches, beaucoup plus riches que la Flandre flamingante (20), sans doute aussi des terroirs mis en valeur de très bonne heure (21). Dès le XIIIe siècle il n'y restait plus rien à défricher et la seule façon de faire face à la croissance démographique (et de tirer part de la hausse des prix) était d'augmenter les rendements (on a vu plus haut avec quel succès prodigieux) et de cultiver les jachères. En Flandre flamingante au contraire, selon A. Verhulst (22), il restait alors assez de terres à défricher pour qu'on ne fût pas tenté de s'en prendre aux jachères. Le texte de 1328 cité par Pirenne ne fait pas échec à ce schéma satisfaisant car il concerne la châtellenie de Bourbourg, c'est-à-dire le delta de l'Aa, donc des terres alluviales particulièrement fécondes du moment que le drainage y était efficacement assuré, ce qui était encore le cas au début du XIVe siècle.

Chronologiquement, les quatre textes se groupent dans la même période (1258, 1286, 1328, 1339), avant la baisse drastique de la population et des prix du blé. Dès ce moment cependant les baux contiennent souvent l'interdiction de desroier et de refroissier. L'opinion était donc pour le moins divisée en face de cette innovation. Au mieux on autorisait la culture d'une fraction de la troisième sole. On n'a pas de mal à comprendre cette réserve : elle est le fruit fatal du fermage et, plus précisément, du fermage à court terme (23). Si en 1258 on avait laissé Jakemon Floket libre d'agir à sa guise dans la cour d'Ennetières, il aurait sans doute exploité les terres au maximum avant de les rendre, épuisées, en 1264.

Il en allait tout autrement quand il s'agissait de propriétaires exploitant : le paysan flamand cité par Pirenne n'hésitait pas

à supprimer totalement la jachère en lui substituant la culture des fèves et des trémois. Mais il a fallu la défaite de Cassel et les confiscations de Philippe VI pour que nous soit révélé comment se comportait un paysan flamand maître de ses terres et des assolements. Autrement dit, les baux ne nous révèlent qu'une partie de la réalité, la moins brillante.

Il faut certainement faire la même réserve à propos de la grande culture, la seule que nous décrivent les comptes, mais sans doute pas la plus intensive, car la supériorité de la petite culture devait être aussi patente au moyen âge qu'au XVIIIe siècle (24). On a trop fait de Thierry d'Hireçon "agriculteur artésien" un agriculteur de pointe et de ses exploitations des fermes modèles. Or les rendements qu'il obtenait, qu'obtenaient ses intendants, supérieurs certes à ceux que les historiens considèrent comme normaux en Angleterre ou en Provence, de 10 à 16 pour un contre 4 ou 5, étaient en fait bien inférieurs aux rendements moyens obtenus à la même époque dans les régions voisines (25). Le favori de Mahaut était apparemment un grand propriétaire absentéiste grugé par ses intendants. Et il ne manque pas de textes pour éclairer obliquement l'industrie des petits propriétaires paysans et suggérer leur supériorité (26) : sans charrue, mais avec la bêche, sans fumiers mais avec la courte graisse, le meilleur des engrais a-t-on dit (27), ils pratiquaient l'agriculture à la chinoise...

Bref on concluerait volontiers qu'aux XIIIe et XIVe siècles, par le fait surtout des petits paysans propriétaires, la culture des jachères a dû être un fait beaucoup plus répandu que ne le laissent croire les baux, notre principale, hélas, source d'information.

Au-delà de la charnière de 1375 on se retrouve en pays de connaissance : c'est de cette période que date la plupart des mentions de culture dérobée ou de réduction de la jachère colligées par P. Lindemans et passées par A. Verhulst au crible de la critique. Pendant cette période difficile pour les exploitants l'innovation semble s'être déployée dans toutes les directions : mise en herbe, fourrages, légumineuses (28). En Flandre Wallonne on a, semble-t-il, tenté d'autres expériences comme le suggère le bail de 1384 par lequel le chapelain de Saint-Thomas-Martyr, à Saint-Pierre de Lille, afferma pour huit ans ses terres de Wambrechies (29). Les terres faisaient 9 bonniers 3 quartiers (9,75 bonniers), dont 27 cents

(1,6875 bonnier) de prés (30). Le preneur était autorisé à refroissier chaque année un quartier, soit 1/32e des labours. Mince originalité ! Mais l'originalité résidait ailleurs : on sèmerait blé sur blé, avec une année de jachère après chaque année de blé. Retour donc à un assolement biennal qui était déjà dépassé au IXe siècle, à l'époque des Brevium exempla (31). La même formule a été signalée en Alsace (32) et mise en relation avec la vigueur du commerce du blé vers les grosses villes rhénanes. C'est exactement le cas de la Flandre Wallonne, principal grenier des grosses villes flamandes.

Expérience sans lendemain, semble-t-il : l'avenir n'était pas dans cette voie mais bien dans celle, classique, de la réduction des jachères. L'étude des assolements pratiqués par l'Hôpital Saint-Sauveur de Lille n'est pas achevée mais on peut déjà conclure que, par un lent progrès, on en était arrivé, à la fin du XVe ou au début du XVIe siècle, à ne plus laisser à la jachère, au total, qu'un quart des terres, certaines parcelles restant soumises à l'assolement triennal classique, d'autres livrées à des cycles plus complexes.

Il est donc trop tôt pour dire si l'immense progrès qu'a été la suppression des jachères s'est accompli dans la Flandre Wallonne en même temps que dans la Flandre Flamingante, mais il semble clair que les premières traces d'une réduction des jachères, peu après 1250, doivent être attribuées aux riches terroirs du sud, surpeuplés et sur-défrichés.

D'autres recherches conduiraient sans doute à fortifier cette conclusion. Qu'il soit seulement permis de faire état ici de 21 contrats audomarois tirés du fonds des chirographes ou werps de Saint-Omer (33). C'est bien peu pour un fonds d'environ 7000 actes, mais c'est beaucoup par rapport aux autres régions. Dix-neuf sont des baux "a loiale cense et ferme", deux des baux "a droite (ou loiale) soieste et waignage moitié a moitié". Ils se répartissent inégalement dans le temps (34) : trois de 1324 à 1344, dix-huit de 1366 à 1400. Trois seulement concernent des localités un peu éloignées, Lynde (à 12 km à l'est), Quelmes (à 11 km à l'ouest) et Tournehem (à 16 km au nord-ouest) ; la majorité concerne donc la banlieue juridique de Saint-Omer (rayon d'environ 5 km), ou ses abords immédiats (rayon de 7 km). Il est bon de rappeler que la région de Saint-Omer présente tous les caractères de la région lilloise : région riche, précocement mise en valeur et véri-

tablement surpeuplée vers 1300, avec des rendements de blé aussi élevés dès lors qu'en 1800 et des exportations massives de grains, vers la Flandre surtout.

Sur ces 21 contrats un seul interdit de desroyer, un autre autorise la pratique, le reste est muet. Aucun n'interdit de refroissier ; trois donnent au preneur l'autorisation ou lui imposent l'obligation de soumettre à la culture continue tout ou partie des terres ; les autres sont muets. On interprêtera ces silences comme on voudra ou comme on pourra. Mais il est remarquable que chacun de ces baux ait réglé avec précision les fumures, ne serait-ce que pour dire qu'il faut "fumer comme font les voisins" et n'ait pas dit un mot des jachères. L'impression prévaut que, sauf clause expresse, le cultivateur devait être libre de desroyer et de refroissier.

Les contrats les plus anciens sont les plus intéressants. Le 4 décembre 1324 "Gherart Ernout et Jehans Le Pap, tout de Tadingehem" prirent à cense de "demisielle Bietris Mantel" une pièce de 6 mesures 86 vergues (2,43 ha) au dit Tatinghem pour 12 ans et un loyer très élevé (22 s. p la mesure) ; le werp dit qu'ils "peuvent waignier led. terre chacun un an se il leur plait", mais les conditions de fumure étaient particulièrement strictes. L'acte de 1338 ne dit rien. Celui du 31 août 1344, qui portait sur un manoir et 19 mesures de labours à Blendecques, imposait aux preneurs de "waignier le terre chacun an". Bref deux des trois actes les plus anciens parlent de culture continue. Ils sont à rapprocher du texte de 1328 cité par Pirenne.

Après 1366 de telles mentions ne se retrouvent plus : apparemment la tension entre production et consommation s'était relâchée. Mais on continuait à "refroissier" quoique sur une échelle moindre. Le contrat de métayage (soyeste) du 9 septembre 1395, qui portait sur un manoir et 80 mesures(plus de 28 ha) à Quelmes, précisa qu'une pièce de terre devant le manoir devrait être semée tous les ans.

Ces textes parlent d'eux-mêmes et viennent enrichir un dossier jusqu'ici squelettique. Nul doute que d'autres documents de ce genre ne dorment dans les archives, attendant qu'on les mette au jour.

(1) Il faut distinguer la longue jachère d'un an et la courte jachère d'après l'août.

(2) G. Lefebvre, Les paysans du Nord, p. 62 sqq, 156 sqq. Faute de drainage, une région aussi plantureuse aujourd'hui que la plaine de la Lys apparaît dans les enquêtes fiscales de l'époque bourguignonne comme un "povre terroir" ; de même la vallée de la Scarpe.

(3) A. Derville, Les rendements du blé dans la région lilloise 1285-1535, B. Comm. hist. Nord, 1978 (sous presse).

(4) Dans l'Histoire de la France rurale (dir. G. Duby et A. Wallon), au t. I G. Fourquin n'a relevé aucune réduction des jachères (p. 415, 419, 424, 506, 514, 561), tout au plus vers 1250 le progrès des légumineuses, mais ce progrès n'est pas, semble-t-il, accompli aux dépens des jachères (p. 419) ; au t. II H. Neveux a relevé quelques traces d'après les travaux de R. Fossier et A. Verhulst (p. 23 et 112).

(5) A en juger par la thèse de G. Fourquin sur Les campagnes de la région parisienne à la fin du moyen âge.

(6) La terre et les hommes en Picardie jusqu'à la fin du XIIIe siècle p. 426-431.

(7) Het Probleem van de Verdwijning van de Braak in de Vlaamse Landbouw (XIII-XVII eeuw), Natuurwetenschappelijk Tijdschrift, t. 38, 1956, p. 213-219.

(8) H. Pirenne, Le soulèvement de la Flandre maritime, p. VI, VII et 208.

(9) Histoire de la France rurale, t. II, p. 225.

(10) Ibid., p. 419, sous la plume de G. Fourquin.

(11) M. Vanhaeck, Cartulaire de l'abbaye de Marquette, t. I, n° 275, p. 261 : mention contemporaine au verso d'un chirographe de 1281. Au XVe siècle le receveur du Duc de Bourgogne faisait planter des haies le long des grands chemins.

(12) Comme le montrent les comptes de l'hôpital Saint-Sauveur de Lille.

(13) A. Derville, Le marché lillois du blé à l'époque bourguignonne, R. Nord, t. 59, 1977, p. 45-62.

(14) Chartes et documents de l'abbaye de Saint-Pierre au Mont Blandin à Gand, n° 678, p. 317.

(15) Peut-être faudrait-il lire un bonnier ? L'original n'a pas été consulté.

(16) A. Van Lokeren, op. cit., p. 395-396.

(17) Le bonnier valant 1,4246 ha et se divisant en 4 quartiers ou 16 cents.

(18) Plus qu'à la demande urbaine il faut penser à ce que la ville fournit à ses proches campagnes : de la main-d'oeuvre et, surtout, des

déchets fertilisateurs, des "fiens".

(19) J'ai en vain consulté M. Aubry qui mène des recherches sur les Lillois de cette époque.

(20) Voir les rendements proposés pour la région de Bruges par J. A. Mertens et A. E. Verhulst (Yield-ratios in Flanders in the Fourteenth Century, The Economic History Review, t. 19, 1966, p. 175-182) et J. Mertens, (De Laat-Middeleeuwse Landbouweconomie in enkele gemeenten van het Brugse platteland, p. 75-82).

(21) Histoire d'une métropole : Lille-Roubaix-Tourcoing (dir. L. Trénard), p. 57, 89 et 90.

(22) Op. cit., p. 217.

(23) Voir, entre beaucoup d'autres, A. de Calonne, La vie agricole sous l'ancien régime dans le Nord de la France, 2e édition, p. 66-69.

(24) Ibid., p. 287-298. Ou encore le célèbre mémoire de Montlinot repris par François de Neufchâteau dans ses commentaires à Olivier de Serres, Le théâtre d'agriculture et le mesnage des champs, publié par la Société d'Agriculture du Département de la Seine, t. I, p. 186, 193, 194 et 203.

(25) Voir l'article cité ci-dessus note 3.

(26) Dans la région de Saint-Omer où on a pu déceler des rendements du grain comparables à la région lilloise on lit dans le terrier d'Ecques (Arch. Saint-Omer, 2G 2308) les lourdes obligations culturales imposées par le Chapitre de Saint-Omer aux tenanciers de ses soyestes : fumures, marnage, au moins trois labours avant de semer le blé ; mais le texte précise "plus tamen solent eam tenentes coli et colunt propter profectum eorumdem evidenter". A Aire-sur-la-Lys les bans urbains imposaient quatre et peut-être cinq façons avant le blé (P. Bertin, Aire-sur-la-Lys des origines au XVIe siècle, p. 288).

(27) Aux dires d'un agronome commentant en 1804 le Théâtre d'Olivier de Serres (op. cit., t.I, p. 171).

(28) B. H. Slicher van Bath, The rise of intensive husbandry in the Low Countries, (Britain and the Netherlands, 1959, p. 130-153).

(29) Arch. Dép. Nord, 16G 314, p. 2650, édité partiellement par E. Hautcoeur, Cartulaire de l'église collégiale de Saint-Pierre de Lille, n° 1191, p. 817.

(30) Ibid., 16G 473, f° 8v° et 30 ; 16G 314, p. 2649 bis (mesurages de 1396 et 1609).

(31) Histoire d'une métropole... p. 70-71.

(32) G. Duby (d'après E. Juillard), L'économie rurale et la vie des campagnes dans l'occident médiéval, p. 181-182.

(33) Arch. Saint-Omer, layettes 278 à 289 ; les werps sont classés par ordre chronologique.

(34) Le fonds des werps est très riche pour la période 1375-1395 ; pour la période 1260-1375 les actes sont très rares.